



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA  
MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R02-2019-041

PUBLIÉ LE 11 AVRIL 2019

# Sommaire

## Agence Régionale de la Santé

|   |         |
|---|---------|
| R02-2019-04-04-007 - Arrêté ARS n°2019-046 portant composition du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (2 pages) | Page 3  |
| R02-2019-04-09-002 - Arrêté ARS n°2019-047_T2A M02-2019 CHUM (5 pages)  | Page 6  |
| R02-2019-04-09-001 - Arrêté ARS n°2019-048_T2A M02-2019 CHSE (6 pages)  | Page 12 |
| R02-2019-04-04-004 - Arrêté n°2019-045 Activité chirurgie carcinologique Clinique Saint Paul (2 pages)  | Page 19 |
| R02-2019-04-04-005 - Décision ARS n°2019-018 renouvellement activité SLD - Mangot-Vulcin (2 pages)  | Page 22 |
| R02-2019-04-04-006 - Décision ARS n°2019-019 portant fermeture définitive maternité Clinique Sainte Marie (2 pages)                                   | Page 25 |

## Direction Régionale des Finances Publiques de la Martinique

|  |         |
|--|---------|
| R02-2019-04-01-029 - Délégation de signature en matière de contentieux, de gracieux fiscal et de recouvrement - Service des Impôts des Particuliers du Marin (2 pages) | Page 28 |
|--|---------|

## Service Départemental d'Incendie et de Secours

|   |         |
|---|---------|
| R02-2019-04-09-004 - Arrêté portant composition du jury du brevet national de Jeunes Sapeurs Pompiers (2 pages) | Page 31 |
|---|---------|

## SOUS-PREFECTURE DU MARIN

|  |         |
|--|---------|
| R02-2019-04-09-003 - AP effectifs PM foire agri Riv Pilote 13 & 14-04-2019 (3 pages) | Page 34 |
|--|---------|

Agence Régionale de la Santé

R02-2019-04-04-007

Arrêté ARS n°2019-046 portant composition du Conseil de  
Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de  
Martinique

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles R. 6143-1 à R. 6143-16 ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif au Conseil de Surveillance des établissements publics de santé ;

Considérant que les arrêtés portant composition des différents Conseils de Surveillance des établissements publics de santé sont arrivés à échéance ;

Sur proposition de la Directrice de l'Offre de Soins ;

### ARRETE

**Article 1** : A compter du **4 avril 2019**, le Conseil de Surveillance du **CHU de Martinique** est composé comme suit :

| Membres  | CHU de Martinique<br>(établissement ressort régional)<br>(15 membres)  |
|--|--|
| Maire de la commune siège de l'établissement<br>ou le représentant qu'il désigne   | Yvon <b>PAQUIT</b><br>(représentant le Maire de Fort de France)  |
| Le Président de l'Assemblée de la CTM ou le représentant qu'il désigne ;<br>Et 2 autres représentants de la CTM ;  | Claude <b>LISE</b> (Président de l'Assemblée)<br>Francis <b>CAROLE</b><br>Louise <b>TELLE</b>  |
| Un représentant d'un EPCI à fiscalité propre du ressort de l'établissement ou, à défaut,<br>un repr. de la principale commune d'origine des patients ..., autre que la<br>commune siège de l'établissement principal ; | Claire <b>TUNORFE</b><br>(CACEM)   |
| Deux représentants de la CME désignés par la CME   | Dr Abdelkrim <b>BENCHIKH-EL-FEGOUN</b><br>Dr Patrick <b>RENE-CORAIL</b>  |
| Deux membres désignés par les organisations syndicales cpte tenu des<br>résultats des élections obtenus lors des élections au CTE  | Jean-Pierre <b>JEAN-LOUIS</b> (FO)<br>Robert <b>REGINA</b> (CDMT)  |
| Un représentant de la CSIRMT désigné par la CSIRMT   | <b>PERASIE</b> Bruno   |
| Deux personnalités qualifiées désignées par le DGARS   | Brigitte <b>ALBANO</b><br>Paulette <b>RAPON</b>  |
| Trois personnalités qualifiées désignées par le représentant de l'Etat dans le<br>département dont au moins 2 représentants des Usagers  | Eric <b>LUCENAY</b><br>(non représentant des Usagers)<br>Justine-Raymonde <b>JEAN ALPHONSE</b><br>(Action Sida)<br>Denise <b>MARIE</b><br>(ADCM) |

**Article 2 :** La durée des fonctions de membre de Conseil de Surveillance est de cinq ans. Le mandat des membres du Conseil de Surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels ils ont été désignés. Les représentants des collectivités territoriales et des organisations syndicales continuent de siéger jusqu'à la désignation de leurs remplaçants.

**Article 3 :** Le Président du Conseil de Surveillance est élu pour une durée de cinq ans parmi les membres représentant les collectivités territoriales ou les personnalités qualifiées. Lorsque ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance prennent fin, son mandat prend également fin.

**Article 4 :** Le Conseil de Surveillance élit son Président parmi les représentants des collectivités territoriales et les personnalités qualifiées, pour une durée de cinq ans. Le Président du Conseil de Surveillance désigne, parmi les représentants des collectivités territoriales et les personnalités qualifiées, un Vice-Président, qui préside le Conseil de Surveillance en son absence.

En cas de vacance ou d'absence du Président et du Vice-Président, le Conseil de Surveillance est présidé par le doyen d'âge.

**Article 5 :** Tout membre qui, sans motif légitime, s'abstient pendant un an d'assister aux séances du Conseil de Surveillance, est réputé démissionnaire.

**Article 6 :** La Directrice de l'Offre de Soins de l'Agence Régionale de Santé de Martinique et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fort de France, le 4 avril 2019

 Le Directeur Général de  
l'Agence Régionale de Santé  
de Martinique  
  
Docteur Jérôme VIGUIER

# Agence Régionale de la Santé

R02-2019-04-09-002

## Arrêté ARS n°2019-047\_T2A M02-2019 CHUM

*Arrêté ARS n°2019-047 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique au titre de l'activité déclarée au mois de février 2019*

Arrêté ARS N° 2019 - 047  
Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au  
Centre Hospitalier Universitaire de Martinique au titre de l'activité déclarée au mois  
De FEVRIER 2019

EXERCICE 2019

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé de la MARTINIQUE

CHU DE MARTINIQUE

FINESS N° 97 021 120 7

Exercice 2019

- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019;
- VU la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46 ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié (par arrêté du 18 août 2012) relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurances maladie mentionnées à l'article L.174-1 CSS ;
- VU l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 28 février 2018 fixant pour l'année 2018 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

- VU l'arrêté du 28 février 2018 fixant pour l'année 2018 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 27 février 2017 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologique ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- VU l'arrêté du 3 avril 2017 fixant pour l'année 2017 les paramètres d'application du mécanisme de dégressivité tarifaire prévus par l'article R.162-42-1-4 du code de la sécurité sociale ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret n° 2012-935 du 1<sup>er</sup> août 2012 relatif à la création d'un Centre Hospitalier Régional à la Martinique par fusion du Centre Hospitalier Universitaire de Fort de France, du Centre Hospitalier du Lamentin et du Centre Hospitalier Louis Domergue de Trinité ;
- VU l'arrêté ARS-2012-239 du 12 décembre 2012 portant transfert d'activités de soins et d'équipements matériels lourds, des reconnaissances tarifaires et des autorisations médico-sociales du Centre Hospitalier Universitaire de Fort de France, du Centre Hospitalier de Lamentin et du Centre Hospitalier de Trinité, au Centre Hospitalier Régional de Martinique ;
- VU le relevé d'activité transmis pour le mois de **Février 2019** pour le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique.

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme à verser au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique, par la caisse générale de sécurité sociale, au titre de l'activité déclarée du mois février 2019 est arrêtée à : **19 134 511,10 €**, soit :

- ▶ **16 076 514,97€** : au titre de l'activité d'hospitalisation ;
- ▶ **0,00 €** : au titre des prélèvements d'organe ;
- ▶ **60 806,42 €** : au titre des forfaits d'Interruptions Volontaires de Grossesses ;
- ▶ **354 970,92 €** : au titre des Dispositifs Médicaux Implantables (DMI) ;
- ▶ **1 050 134,12 €** : au titre des molécules onéreuses ;
- ▶ **169 809,36 €** : au titre médicament ATU séjour ;
- ▶ **437 583,70 €** : au titre des Transports
- ▶ **174 821,68 €** : au titre des forfaits « Accueil et traitement des Urgences » (ATU) ;
- ▶ **39 036,20 €** : au titre du forfait environnement hospitalier ;
- ▶ **28 332,61 €** : au titre du PI



- ▶ **522 863,87 €** : au titre des actes et consultations externes y compris les forfaits Techniques ;
- ▶ **6 892,32 €** : au titre DMI ACE
- ▶ **1 583,95 €** : au titre MED ACE
- ▶ **87 531,90 €** : au titre de l'AME
- ▶ **108 297,70 €** : au titre des soins urgents
- ▶ **15 331,38 €** : au titre des détenus

## ARTICLE 2

**Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique et la caisse générale de sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.**

Fait à Fort de France, - 9 AVRIL 2019



Le Directeur Général de  
l'Agence Régionale de Santé  
de Martinique

Docteur Jérôme VIGUIER

**OVALIDE T2A MCO Public : Éléments de l'arrêté de versement  
 CHU DE MARTINIQUE (970211207)  
 2019 M2 : janvier et février  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : 2019/04/04, 18:42:28 jeudi  
 Date de validation par la région : 2019/04/05, 21:38:54 vendredi  
 Date de récupération : 2019/04/08, 12:46:35 lundi**

**Montants hors AME et soins urgents**

|                          | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2019, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumulée depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des 1 des mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
|--------------------------|---|--|--|---|---|---|----------------------------------|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 368 183,21  | 446 756,73   | 446 756,73   | 31 508 783,68   | 31 955 540,41                             | 15 879 025,44   | 16 076 514,87                    | 10 078 514,87                               | 78 873,52                              |
| PO                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 9 757,96  | 9 757,96                                  | 9 757,96  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| IVG                      | 803,59  | 603,59   | 603,59   | 114 281,82  | 114 885,41                                | 54 078,99   | 60 808,42                        | 60 808,42                                   | 0,00                                   |
| DMI séjour               | 0,00  | 677,14   | 677,14   | 684 852,68  | 685 529,80                                | 310 686,88  | 354 970,92                       | 354 970,92                                  | 877,14                                 |
| Médicaments séjour       | 2 874,03  | 4 530,48   | 4 530,48   | 2 136 913,27  | 2 144 443,75                              | 1 064 309,63  | 1 050 134,12                     | 1 050 134,12                                | 1 656,45                               |
| Médicaments ATU séjour   | 0,00  | 4 200,00   | 4 200,00   | 244 531,27  | 248 531,27                                | 78 721,81   | 169 809,36                       | 169 809,36                                  | 4 200,00                               |
| Transports               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 531 556,55  | 531 556,55                                | 93 872,85   | 437 583,70                       | 437 583,70                                  | 0,00                                   |
| Aut dialyse              | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| ATU                      | 1 638,74  | 1 638,74   | 1 638,74   | 327 892,73  | 329 631,47                                | 154 606,79  | 174 821,88                       | 174 821,88                                  | 0,00                                   |
| FFMI                     | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| SE                       | 1 448,33  | 1 448,33   | 1 448,33   | 89 538,17   | 81 986,50                                 | 22 950,30   | 39 036,20                        | 39 036,20                                   | 0,00                                   |
| PI                       | 307,96  | 307,96   | 307,96   | 34 211,90   | 34 519,86                                 | 6 187,25  | 28 332,61                        | 28 332,61                                   | 0,00                                   |
| ACE                      | 20 657,21   | 6 277,85   | 6 277,85   | 994 281,18  | 1 000 559,03                              | 477 895,16  | 522 863,87                       | 522 863,87                                  | -14 379,36                             |
| DMI ACE                  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 6 892,32  | 6 892,32                                  | 0,00  | 6 892,32                         | 6 892,32                                    | 0,00                                   |
| MED ACE                  | 50,44   | 50,44  | 50,44  | 2 596,33  | 2 849,77                                  | 1 065,82  | 1 583,95                         | 1 583,95                                    | 0,00                                   |
| Degreaville              | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>             | <b>395 763,51</b>   | <b>466 491,26</b>  | <b>466 491,26</b>  | <b>36 640 092,84</b>  | <b>37 106 594,10</b>                      | <b>18 183 233,98</b>  | <b>18 923 350,12</b>             | <b>18 923 350,12</b>                        | <b>70 727,75</b>                       |

**Montants des AME**

|                              | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2019, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumulée depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des 1 des mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
|------------------------------|---|--|--|---|---|---|----------------------------------|---|--|
| Forfait GHS + supplément AME | 4 043,37  | -33 086,00   | -33 086,00   | 175 010,51  | 141 941,51                                | 58 831,67   | 85 109,84                        | 85 109,84                                   | -37 112,37                             |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 2 422,06  | 2 422,06                                  | 0,00  | 2 422,06                         | 2 422,06                                    | 0,00                                   |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 3 761,37  | 3 761,37                                  | 3 761,37  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments ATU séjour AME   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>                 | <b>4 043,37</b>   | <b>-33 086,00</b>  | <b>-33 086,00</b>  | <b>181 193,94</b>   | <b>148 124,94</b>                         | <b>60 593,04</b>  | <b>87 531,90</b>                 | <b>87 531,90</b>                            | <b>-37 112,37</b>                      |

| Montants des soins urgents            |   |  |  |   |   |   |                                  |   |  |
|---------------------------------------|---|--|--|---|---|---|----------------------------------|---|--|
|                                       | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2019, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumul depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activités notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des 12 mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
| Fordat GHS + supplément ac/ni urgents | 0,00  | 73 737,87  | 73 737,87  | 32 417,55   | 108 155,42                                | 339,58  | 105 815,84                       | 105 815,84                                  | 73 737,87                              |
| DMI séjour soins urgents              | 0,00  | 2 481,86   | 2 481,86   | 0,00  | 2 481,86                                  | 0,00  | 2 481,86                         | 2 481,86                                    | 2 481,86                               |
| Médicaments séjour soins urgents      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments ATU séjour soins urgents  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>                          | <b>0,00</b>   | <b>76 219,73</b>   | <b>76 219,73</b>   | <b>32 417,55</b>  | <b>108 637,28</b>                         | <b>339,58</b>   | <b>108 297,70</b>                | <b>108 297,70</b>                           | <b>76 219,73</b>                       |

| Montants pour les détenus        |   |  |  |   |   |   |                                  |   |  |
|----------------------------------|---|--|--|---|---|---|----------------------------------|---|--|
|                                  | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2019, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumul depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activités notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des 12 mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
| Montant RAC estimé séjour        | 354,45  | 354,45   | 354,45   | 22 514,02   | 22 868,47                                 | 8 603,81  | 13 264,66                        | 13 264,66                                   | 0,00                                   |
| Montant RAC estimé ACE           | 1 373,70  | 1 373,70   | 1 373,70   | 4 458,59  | 5 832,29                                  | 3 765,57  | 2 066,72                         | 2 066,72                                    | 0,00                                   |
| Montant DAP médicaments esclames | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>                     | <b>1 728,15</b>   | <b>1 728,15</b>  | <b>1 728,15</b>  | <b>26 972,61</b>  | <b>28 700,76</b>                          | <b>13 369,38</b>  | <b>15 331,38</b>                 | <b>15 331,38</b>                            | <b>0,00</b>                            |

| Synthèse des montants notifiés                             |                      |
|--|----------------------|
| B: Synthèse des montants notifiés                          |                      |
| Total Activité d'hospitalisation hors AME et soins urgents | 16 137 321,39        |
| Transports   | 437 583,70           |
| Total DMI séjour hors AME et soins urgents                 | 354 970,92           |
| Total Médicaments séjour hors AME et soins urgents         | 1 050 134,12         |
| Total Médicaments ATU séjour, AME et soins urgents         | 169 809,36           |
| Total Activité AME   | 87 531,90            |
| Total Activité soins urgents                               | 108 297,70           |
| Total Activité soins détenus                               | 15 331,38            |
| Total Activité externe                                     | 773 530,63           |
| Total DEGRESSIVITE   | 0,00                 |
| <b>Total</b>   | <b>19 134 511,10</b> |

# Agence Régionale de la Santé

R02-2019-04-09-001

## Arrêté ARS n°2019-048\_T2A M02-2019 CHSE

*Arrêté ARS n°2019-048 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Saint-Esprit au titre de l'activité déclarée au mois de février 2019*

Arrêté ARS N° 2019 - 048  
Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au  
Centre Hospitalier de SAINT ESPRIT au titre de l'activité déclarée au mois

De FEVRIER 2019

EXERCICE 2019

-----  
Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé de la MARTINIQUE

CH de SAINT ESPRIT

FINESS N° 97 020 216 4

Exercice 2019

- Vu Le code de la sécurité sociale, notamment ses articles R 162-33-20 à R 162-33-24 ;
- Vu Le code de la santé publique, notamment ses articles R.6111-24 à R.6111-26 ;
- Vu La loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;
- Vu L'arrêté du 26 février 2016 modifié relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;
- Vu L'arrêté modifié du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
- Vu L'arrêté du 22 février 2019 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- Vu L'arrêté du 4 mai 2017 relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité ;
- Vu L'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

.../..

**Vu** L'arrêté du 24 mai 2018 /ARS N° 2018-55 fixant pour l'année 2018 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement.

**Arrête :**

**Article 1**

Sur la base des éléments fixés en annexe, la somme à verser au titre de la dotation HPR due pour le mois de février 2019, par la caisse générale de sécurité sociale de la Martinique, est arrêtée à **260 376,91 €**, dont 0,00 € au titre de l'année N-1.

**Article 2**

Au titre de la part de ces recettes liées à l'activité déclarée pour le mois de février 2019, à l'exception de celles entrant dans le champ de la dotation HPR, la somme à verser par la caisse est arrêtée à **4 933,28 €**, soit :

- a. **0,00 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU), dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- b. **0,00 €** au titre des forfaits de « petit matériel » (FFM), dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- c. **0,00 €** au titre des forfaits « interruptions volontaires de grossesse » (IVG), dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- d. **4 933,28 €** au titre des actes, y compris les forfaits techniques, et les consultations externes à l'exception de ceux mentionnés au g, dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- e. **0,00 €** au titre des forfaits « sécurité et environnement hospitalier » (SE), dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- f. **0,00 €** au titre des forfaits « administration de produits et prestations en environnement hospitalier » (APE), dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- g. **0,00 €** au titre des consultations ou actes associés aux forfaits mentionnés aux a, b, e et f, dont 0,00 € au titre de l'année N-1 ;
- h. **0,00 €** au titre des forfaits dialyse (D), dont 0,00 € au titre de l'année N-1.

**Article 3**

La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** au titre des forfaits groupes homogènes de tarifs (GHT), dont 0,00 € au titre de l'année N-1.

**Article 4**

La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** au titre des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale, facturables en sus des prestations mentionnées au f et au h de l'article 2 ainsi qu'à l'article 3, dont 0,00 € au titre de l'année N-1.

**Article 5**

La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** au titre de la valorisation de l'activité liée aux patients relevant de l'aide médicale de l'État (AME), dont 0,00 € au titre de l'année N-1.

..../

**Article 6**

La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** au titre de la prise en charge des patients bénéficiant des soins urgents mentionnés à l'article L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, dont 0,00 € au titre de l'année N-1.

**Article 7**

La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019 est arrêtée à **1 056,09 €** au titre des dépenses de soins mentionnées au II de l'article L. 381-30-5 du code de la sécurité sociale relatif aux modalités de prise en charge, pour les personnes écrouées, de la participation mentionnée au I de l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale et du forfait journalier mentionné à l'article L. 174-4 du même code.

**Article 8**

La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale de la Martinique, pour le mois de février 2019 est arrêtée à **0,00 €** au titre des médicaments mentionnés à l'article L. 162-22-7-3 du code de la sécurité sociale.

**Article 9**

(versement des Lamdas pour l'année du basculement des ES anciennement sous modèle T2A dans le modèle «hôpitaux de proximité»)

I.- La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** s'agissant des montants dus au titre de l'année N-1 pour les forfaits GHS et leurs éventuels suppléments.

II.- La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** s'agissant des montants dus au titre de l'année N-1 pour les Spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale.

III.- La somme à verser par la caisse générale de sécurité sociale, pour le mois de février 2019, est arrêtée à **0,00 €** s'agissant des montants dus au titre de l'année N-1 pour les produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale.

**Article 10**

Le présent arrêté est notifié à la caisse générale de sécurité sociale, pour exécution.

**Article 11**

Le directeur général de l'agence régionale de santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, et notifié à l'intéressé.

Fait à Fort de France, le - 9 AVR. 2019



Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Martinique

Docteur Jérôme VIGUIER

## ANNEXE

### I- Montants servant à la détermination de la dotation de la dotation HPR

Les montants calculés servant à la détermination du montant HPR en application du 1° à 3° de l'article 2 de l'arrêté du 23 juin 2016 relatif à l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité sont fixés à :

1° **398 823,37 €** au titre du montant cumulé de l'activité de l'établissement, pour le mois de février 2019 et les mois précédents de l'exercice en cours, valorisée dans les conditions définies à l'article 4 de l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié susvisé.

2° **520 753,83 €** au titre du montant cumulé des douzièmes de la dotation forfaitaire garantie, notifiée à l'établissement en application du II de l'article R. 162-42-7-3 du code de la sécurité sociale, pour le mois de février 2019 et les mois précédents de l'exercice en cours;

3° **260 376,92 €** au titre du montant cumulé des montants de dotation HPR versés à l'établissement les mois précédents de l'exercice en cours.

Le montant de la dotation HPR du mois de février 2019 arrêté à l'article 1er est déterminé comme suit :

- Montant dotation HPR (*hors montant dû au titre de l'exercice antérieur*) = 2° - 3°  
[dans le cas où activité cumulée < montant cumulé des 1/12<sup>e</sup> de DFG], soit en l'espèce : 520 753,83 € - 260 376,92 €



**OVALIDE T2A MCO Public : Éléments de l'arrêté de versement  
HOPITAL DE SAINT-ESPRIT (970202164)**

**2019 M2 : Janvier et février**

**Cet exercice est validé par la région**

**Date de validation par l'établissement : 2019/04/02, 22:26:39 mardi**

**Date de validation par la région : 2019/04/04, 16:07:46 jeudi**

**Date de récupération : 2019/04/04, 22:43:28 jeudi**

**Valorisation de l'activité prise en compte pour le calcul de l'HPR**

|                             | B: Montant de la valorisation de l'activité pour la période (cumulée depuis janvier 2019) |
|-----------------------------|---|
| B: Forfait GHS + supplément | 398 823,37  |
| C: DMI séjour               | 0,00  |
| B: Médicaments séjour       | 0,00  |
| B: Transports               | 0,00  |
| <b>Total</b>                | <b>398 823,37</b>   |

**Calcul de l'HPR**

|              | B: Total des montants notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des F de ce tableau et de la colonne G du tableau S4jours : montants notifiés GHS, DMI S4jour et Médicaments S4jour) | C: Cumul des douzièmes de DFG pour la période | D: Montant de la valorisation de l'activité pour la période (cumulée depuis janvier 2019) | E: Montant cumulé calculé pour la période (maximum de C et D) | F: Montant à notifier pour la période | G: Montant HPR notifié ce mois-ci |
|--------------|--|---|---|---|---------------------------------------|-----------------------------------|
| HPR          | 260 376,92   | 520 753,83                                    | 398 823,37  | 520 753,83  | 260 376,91                            | 260 376,91                        |
| <b>Total</b> | <b>260 376,92</b>  | <b>520 753,83</b>                             | <b>398 823,37</b>   | <b>520 753,83</b>   | <b>260 376,91</b>                     | <b>260 376,91</b>                 |

**Montants de l'activité non prise en compte pour le calcul de l'HPR**

|                          | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2019, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumulée depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
|--------------------------|---|--|--|---|---|---|----------------------------------|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| PO                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| IVG                      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| DMI séjour               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments séjour       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments ATU séjour   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Transports               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| All dialyse              | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| ATU                      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| FFM                      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| SE                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| PI                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| ACE                      | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 13 215,99   | 13 215,99                                 | 8 282,71  | 4 933,28                         | 4 933,28                                    | 0,00                                   |
| DMI ACE                  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| MED ACE                  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Dépressivité             | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>             | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>13 215,99</b>  | <b>13 215,99</b>                          | <b>8 282,71</b>   | <b>4 933,28</b>                  | <b>4 933,28</b>                             | <b>0,00</b>                            |

**Montants des AME**

|                              | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumulée depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activités notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
|------------------------------|---|--|--|---|---|--|----------------------------------|---|--|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments ATU séjour AME   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                            |

**Montants des soins urgents**

|  | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumulée depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activités notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
|--|---|--|--|---|---|--|----------------------------------|---|--|
| Forfait GHS + supplément soins urgents | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| DMI séjour soins urgents               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments séjour soins urgents       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Médicaments ATU séjour soins urgents   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>                           | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                            |

**Montants pour les détenus**

|                                  | B: Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C: Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2018, calculé ce mois-ci pour la période (cumul depuis janvier) | D: Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier) | E: Montant calculé de l'activité 2019 de la période (cumulée depuis janvier 2019) | F: Montant total pour cette période (D+E) | G: Total des montants d'activités notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents) | H: Montant de l'activité calculé | I: Montant de l'activité notifié ce mois-ci | J: Montant de l'activité LAMDA du mois |
|----------------------------------|---|--|--|---|---|--|----------------------------------|---|--|
| Montant RAC estimé séjour        | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 1 056,09  | 1 056,09                                  | 0,00   | 1 056,09                         | 1 056,09                                    | 0,00                                   |
| Montant RAC estimé ACE           | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| Montant DAP médicaments externes | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                      | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                   |
| <b>Total</b>                     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>1 056,09</b>   | <b>1 056,09</b>                           | <b>0,00</b>  | <b>1 056,09</b>                  | <b>1 056,09</b>                             | <b>0,00</b>                            |

**Synthèse des montants notifiés**

| B: Synthèse des montants notifiés                          |                   |
|--|-------------------|
| Total HPR  | 260 376,91        |
| Total Activité d'hospitalisation hors AME et soins urgents | 0,00              |
| Transports   | 0,00              |
| Total DMI séjour hors AME et soins urgents                 | 0,00              |
| Total Médicaments séjour hors AME et soins urgents         | 0,00              |
| Total Médicaments ATU séjour, AME et soins urgents         | 0,00              |
| Total Activité AME   | 0,00              |
| Total Activité soins urgents                               | 0,00              |
| Total Activité soins détenus                               | 1 056,09          |
| Total Activité externe                                     | 4 933,28          |
| Total DEGRESSIVITE   | 0,00              |
| <b>Total</b>   | <b>266 366,28</b> |

Agence Régionale de la Santé

R02-2019-04-04-004

Arrêté n°2019-045 Activité chirurgie carcinologique  
Clinique Saint Paul

*Arrêté ARS n°2019-045 portant autorisation d'exercer l'activité de chirurgie carcinologique en  
urologie - Clinique Saint Paul*

ARRETE ARS/2019/N° 045

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

**CLINIQUE SAINT PAUL**

**Demande autorisation d'exercer l'activité de chirurgie carcinologique en urologie.**

**N° FINESS :**

EJ : 97 020 016 8

ET : 97 020 231 3

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6121-1 à L.6122-21, R.6123-86 à R.6123-95 et D.6124-131 à D.6124-134 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2007-388 du 21 mars 2007 relatif aux conditions d'implantation de l'activité de soins du traitement du cancer ;
- VU le décret n°2007-389 du 21 mars 2007 relatif aux conditions techniques de fonctionnement applicables à l'activité de soins de traitement du cancer ;
- VU le décret n°2007-959 du 29 juillet 2009 relatif à certaines conditions techniques de fonctionnement applicables à l'activité de soins du traitement du cancer ;
- VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau règlementaire de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Jérôme VIGUIER en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Martinique ;
- VU l'arrêté n° ARS-2018-72 du 29 juin 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique portant adoption du Projet Régional de Santé pour la région Martinique ;

Siège  
Centre d'Affaires « AGORA »  
ZAC de l'Etang Z'Abricot – Pointe des Grives  
CS 80656 – 97263 FORT DE FRANCE CEDEX  
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax : 05.96.60.60.12

[ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr](mailto:ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr)

[www.ars.martinique.sante.fr/](http://www.ars.martinique.sante.fr/)

VU la demande présentée par la clinique Saint Paul le 27 novembre 2018, tendant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie carcinologique en urologie ;

VU l'avis favorable du médecin inspecteur de l'agence régionale de santé de Martinique en date du 04 février 2019 ;

VU l'avis favorable de la Commission Spécialisée de l'Offre de Soins du 11 mars 2019 ;

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins de la population, identifiés par le SROS PRS ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer présentée par l'établissement, s'inscrit dans les Objectifs de Répartition de l'Offre de Soins du Schéma Régional d'Organisation des Soins de la Région Martinique ;

CONSIDERANT que le projet répond aux conditions techniques d'implantation et de fonctionnement requises pour la pratique de cette activité de soins ;

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - La demande d'autorisation d'exercer une activité de chirurgie carcinologique en urologie présentée par la clinique Saint Paul sise 4 Rue des Hibiscus - Clairière - 97200 FORT DE FRANCE est accordée.

**ARTICLE 2** - La durée de la présente autorisation est de 7 ans à compter du présent arrêté conformément aux dispositions de l'article R6122-37 du Code de la Santé Publique.

**ARTICLE 3** - L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Les critères d'évaluation à retenir sont au minimum ceux définis dans le Schéma Régional d'Organisation des Soins de la Région Martinique.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou publication, et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Fort de France dans le même délai.

**ARTICLE 5**- La Directrice de l'Offre de Soins est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fait à Fort de France, le - 4 AVR. 2019

P/ Le Directeur Général de l'ARS  
Le Directeur Général Adjoint



Olivier COUDIN

Agence Régionale de la Santé

R02-2019-04-04-005

Décision ARS n°2019-018 renouvellement activité SLD -  
Mangot-Vulcin

*Décision n°2019-018 portant renouvellement d'autorisation d'exercer une activité de soins de  
longue durée - CHU de Martinique site de Mangot-Vulcin*

DECISION ARS/2019/N° 018

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

Centre Hospitalier Universitaire Martinique - Site de Mangot- Vulcin

Renouvellement d'autorisation d'exercer une activité de soins de longue durée.

N° FINISS

EJ : 97 021 120 7

ET : 97 021 123 1

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6122-1 à L.6122-21 et R.6122-23 à R.6122-44 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Jérôme VIGUIER en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Martinique ;
- VU l'arrêté n°ARS-2018-72 du 29 juin 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique portant adoption du Projet Régional de Santé pour la région Martinique ;
- VU la demande présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique, le 26 février 2019 tendant à obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exercer une activité de longue durée sur le site de Mangot Vulcin.
- VU l'avis favorable du médecin inspecteur de l'agence régionale de santé de Martinique ;



Siège  
Centre d'Affaires « AGORA »  
ZAC de l'Etang Z'Abriocot – Pointe des Grives  
CS 80656 – 97263 FORT DE FRANCE CEDEX  
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax : 05.96.60.60.12

[ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr](mailto:ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr)

[www.ars.martinique.sante.fr/](http://www.ars.martinique.sante.fr/)

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins de la population, identifiés par le SROS PRS ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation d'exercer une activité de soins de longue durée présentée par l'établissement, s'inscrit dans les Objectifs de Répartition de l'Offre de Soins du Schéma Régional d'Organisation des Soins de la Région Martinique ;

CONSIDERANT que le projet répond aux conditions techniques d'implantation et de fonctionnement requises pour la pratique de cette activité de soins ;

## DECIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'autorisation d'exercer une activité de soins de longue durée est accordée au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique - Site de Mangot Vulcin, sis BP 90632 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX.

**ARTICLE 2** - La durée de la présente autorisation est de 7 ans à compter du 30 juin 2019 conformément aux dispositions de l'article R6122-37 du Code de la Santé Publique.

**ARTICLE 3** - L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Les critères d'évaluation à retenir sont au minimum ceux définis dans le Schéma Régional d'Organisation des Soins de la Région Martinique.

**ARTICLE 4** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou publication, et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Fort de France dans le même délai.

**ARTICLE 5** - La Directrice de l'Offre de Soins est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fait à Fort de France, le

- 4 AVR. 2019



Le Directeur Général de  
l'Agence Régionale de Santé  
de Martinique

Docteur Jérôme VIGUIER



Agence Régionale de la Santé

R02-2019-04-04-006

Décision ARS n°2019-019 portant fermeture définitive  
maternité Clinique Sainte Marie

*Décision ARS n°2019-019 portant retrait définitif d'autorisation d'exercer l'activité de soins de  
gynécologie-obstétrique de la Clinique Sainte Marie*

DECISION ARS/2019/N° 019

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

**CLINIQUE SAINTE MARIE**

**Retrait définitif d'autorisation d'exercer l'activité de soins de gynécologie-obstétrique**

**N° FINESS**

**EJ : 97 021 042 3**

**ET : 97 020 232 1**

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L1432-2, L6114-2, L6122-1, L6122-5, L6122-8, L6122-13, R6122-23 à R6122-25, R6122-41, R6123-39 à R6123-53, et D6124-35 à D6124-49 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Jérôme VIGUIER en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Martinique ;
- VU l'arrêté n° ARH/00/18 du 21 décembre 2000 portant autorisation pour la pratique de l'obstétrique à la clinique Sainte Marie ;
- VU l'arrêté n° ARS-2018-72 du 29 juin 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique portant adoption du Projet Régional de Santé pour la région Martinique ;
- VU la lettre n° ARS/10/895 accordant à compter du 03 août 2011, le renouvellement tacitement de l'autorisation de l'activité de soins gynécologie-obstétrique à la clinique Sainte Marie ;



Siège  
Centre d'Affaires « AGORA »  
ZAC de l'Etang Z'abricot – Pointe des Grives  
CS 80656 – 97263 FORT DE FRANCE CEDEX  
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax : 05.96.60.60.12

[ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr](mailto:ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr)

[www.ars.martinique.sante.fr/](http://www.ars.martinique.sante.fr/)

- VU la décision n°ARS /2018/37 du 28 juin 2018 portant mise en demeure et suspension immédiate à titre conservatoire de l'autorisation d'activité de soins en gynécologie-obstétrique à la clinique Sainte Marie ;
- VU l'avis favorable au retrait d'autorisation à titre définitif du médecin inspecteur de l'agence régionale de santé de Martinique en date du 04 février 2019 ;
- VU l'avis favorable au retrait d'autorisation à titre définitif de la Commission Spécialisée de l'Offre de Soins du 11 mars 2019 ;

CONSIDERANT la procédure de suspension immédiate à titre conservatoire de l'autorisation d'activité de soins de gynécologie obstétrique prise en application des dispositions de l'article L6122-13-II par la décision du 28 juin 2018 suite au constat de manquements relevés au cours de l'inspection médico-administrative diligentée les 11 et 12 avril 2018 à la maternité de la clinique Sainte Marie ;

CONSIDERANT que la clinique Sainte Marie, contrôlée le 7 février 2019 après que le délai de 6 mois donné pour se mettre en conformité se soit écoulé, n'a pas satisfait les prescriptions faites dans la décision susvisée ;

CONSIDERANT que, dans ces conditions, il ne peut pas être envisagé de lever la mesure de suspension de l'activité de gynécologie-obstétrique, en raison des risques majeurs encourus par les parturientes et les nouveau-nés, qu'en conséquence, il convient de procéder au retrait définitif de l'autorisation d'activité de gynécologie-obstétrique détenue par la clinique Sainte Marie.

#### DECIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.** - En application de l'article L6122-13-II du code de la santé publique, le retrait définitif de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de gynécologie-obstétrique à la Clinique Sainte Marie sise Route de Cluny - 97233 SCHOELCHER, est prononcé.

Cette mesure prendra effet immédiatement à compter de la notification de la présente décision.

**ARTICLE 2.** - La mesure de retrait de l'autorisation, visée à l'article 1<sup>er</sup>, porte sur l'activité visée à l'article R6123-43 du code de la santé publique, comprenant les accouchements ainsi que les actes de chirurgie abdomino-pelvienne liés à la grossesse, à l'accouchement et à la délivrance.

**ARTICLE 3.** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou publication, et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Fort de France dans le même délai.

**ARTICLE 4.** - La Directrice de l'Offre de Soins est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fait à Fort de France, le - 4 AVR. 2019



P/ Le Directeur Général de l'ARS  
Le Directeur Général Adjoint

Olivier COUDIN

Direction Régionale des Finances Publiques de la  
Martinique

R02-2019-04-01-029

Délégation de signature en matière de contentieux, de  
gracieux fiscal et de recouvrement - Service des Impôts  
des Particuliers du Marin



## DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX, DE GRACIEUX FISCAL ET DE RECOUVREMENT

### SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS DU MARIN

Le Comptable des Finances Publiques, responsable du service des impôts des **particuliers** du MARIN

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

#### Arrête :

##### Article 1<sup>er</sup>

Délégation de signature est donnée à :

- MM. **BELLAIRE Fresnet** et **NINO Christian**, Inspecteurs des Finances Publiques

adjoints au Responsable du Service des Impôts des Particuliers du MARIN, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
  - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 30.000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

##### Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de **60 000 €**, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

|                     |  |  |
|---------------------|--|--|
| M. BELLAIRE Fresnet |  |  |
| M. NINO Christian   |  |  |

2°) dans la limite de **10 000 €**, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

|                         |                     |  |
|-------------------------|---------------------|--|
|                         |                     |  |
| Mme GUILON Marie-Pierre | Mme SALOMON Colette |  |
| M. DEVAULT Pascal       | Mme RAMOS Maryse    |  |

3°) dans la limite de **2 000 €**, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

|                        |                              |                    |
|------------------------|------------------------------|--------------------|
| Mme LABINSKY Catherine | Mme CELESTIN-ANDRIEU Frantze | Mme MASSEE Corinne |
| Mme CHAABAN Maryline   | Mme GREVIN Catherine         | Mme LAMBERT Diane  |
| Mme LARGANGE Felicia   | Mme PORTEL Sonia             | M. LUZIEUX Cédric  |
| Mme MONDESIR Yvonne    |                              |                    |

### Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;  
aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents   | grade                    | Limite des décisions gracieuses et d'annulation | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|----------------------------|--------------------------|---|---------------------------------------|---|
| M PANCALDI Robert          | Inspecteur divisionnaire | 7 500 €   | 12 mois                               | 30 000 €  |
| M. NINO Christian          | Inspecteur               | 7 500 €   | 12 mois                               | 30 000 €  |
| M. BELLAIRE Fresnet        | Inspecteur               | 7 500 €   | 12 mois                               | 30 000 €  |
| Mme BELOSSAT Catherine     | Contrôleur Principal     | 2 000 €   | 9 mois                                | 15 000 €  |
| Mme SAINT-JEAN Claudine    | Contrôleur Principal     | 2000 €  | 9 mois                                | 15000 €   |
| M THIMON Raphaël           | Contrôleur               | 2000 €  | 9 mois                                | 15 000 €  |
| Mme VILLET-LARGEN Victoire | Contrôleur               | 2000 €  | 9 mois                                | 15000 €   |
| Mme MARAJO Géraldine       | Contrôleur               | 2000 €  | 9 mois                                | 15000 €   |
| Mme BINEAU Chantal         | AAP                      | 500 €   | 6 mois                                | 3 000 €   |
| Mme GUILLOU Réjane         | AAP                      | 500 €   | 6 mois                                | 3000 €  |
| Mme PEIFFER Sylvie         | AAP                      | 500 €   | 6 mois                                | 3000 €  |

### Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Martinique

...

Au Marin, le 1<sup>er</sup> avril 2019

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers

Nathalie JEZEQUEL



Service Départemental d'Incendie et de Secours

R02-2019-04-09-004

Arrêté portant composition du jury du brevet national de  
Jeunes Sapeurs Pompiers

*Arrêté portant composition du jury du Brevet National de Jeunes Sapeurs Pompiers*



## PREFECTURE DE LA MARTINIQUE

SERVICE DÉPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS

### ARRETE N°

#### PORTANT COMPOSITION DU JURY DU BREVET NATIONAL DE JEUNES SAPEURS-POMPIERS

##### LE PREFET DE LA MARTINIQUE

VU le Code Général des Collectivités ;

VU le décret n° 2000-825 du 28 août 2000 modifié relatif à la formation des jeunes sapeurs-pompiers et portant organisation du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers ;

VU l'arrêté du 8 octobre 2015 relatif aux jeunes sapeurs-pompiers et son annexe portant référentiel de formation des jeunes sapeurs-pompiers ;

VU l'arrêté préfectoral n° R02-2018-12-11-001 portant habilitation de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Martinique pour la formation des jeunes sapeurs-pompiers et la préparation au brevet national des jeunes sapeurs-pompiers ;

VU la demande formulée le 12 mars 2019 par le Président de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Martinique concernant la mise en place d'un jury d'examen pour l'obtention du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers ;

SUR proposition Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

### ARRETE

**Article 1** : Un examen du Brevet National de Jeunes Sapeurs-Pompiers aura lieu du 15 avril au 9 juillet 2019 en Martinique selon le calendrier suivant :

- PROMPT SECOURS ET EVALUATION DU MODULE PROMPT SECOURS  
Du 15 au 17 avril 2019 et du 23 au 25 avril 2019

- QUATRE EPREUVES SPORTIVES :

**Le mercredi 29 mai 2019**

- o Une épreuve aquatique de sauvegarde individuelle (1heure de repos)
- o Une épreuve d'endurance cardio-respiratoire

**Le vendredi 31 Mai 2019**

- o Une épreuve d'évaluation de la force des membres supérieurs (1heure de repos)
- o Une épreuve spécifique dénommée parcours sportif du sapeur-pompier

- DEUX EPREUVES ECRITES :

**Le samedi 1er juin 2019**

- o L'une sur l'incendie



o L'autre sur les opérations diverses

- QUATRE EPREUVES PRATIQUES :

**Le lundi 8 et le mardi 9 juillet 2019**

- o De l'appareil respiratoire isolant
- o Du lot de sauvetage et de protection contre les chutes et des échelles à main
- o Des établissements en binôme et de l'utilisation des lances
- o Des matériels d'opérations diverses.

- REUNION DU JURY :

Le Mardi 16 Juillet 2019.

**Article 2** : Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 8 octobre 2015, le jury d'examen est composé comme suit :

- Président : le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Martinique ou son représentant
- Le directeur départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative ou son représentant,
- Le médecin-chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- Sergent-chef LAGIER Charles, président de l'union départementale des sapeurs-pompiers de la Martinique ou son représentant,
- Capitaine AYLIES Thierry, officier de sapeurs-pompiers volontaires
- Lieutenant SILLON Stève, officier de sapeurs-pompiers professionnels,
- Lieutenant LAVENAIRE Miguel : formateur ayant participé à la formation
- Adjudant-chef MARIGNAN Philippe, titulaire de l'unité de valeur de formation d'encadrement des activités physiques de niveau 2 (éducateur des activités physiques).

**Article 3** : Le Sous-Préfet, Directeur de cabinet, et le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Martinique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fort-de-France le, 09 AVR 2019

Le Préfet de la Martinique

Pour le Préfet et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Christophe LANTIER

# SOUS-PREFECTURE DU MARIN

R02-2019-04-09-003

AP effectifs PM foire agri Riv Pilote 13 & 14-04-2019

*Arrêté préfectoral portant autorisation d'utilisation en commun des moyens et effectifs des services de la police municipale à l'occasion de la foire agricole et artisanale de Rivière-Pilote les 13 et 14 avril 2019*

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Le Préfet de la Martinique

Sous-Préfecture du MARIN  
Secrétariat Général

**ARRETE N°**

portant autorisation d'utilisation en commun des moyens et effectifs  
des services de la police municipale de Rivière-Pilote, des Anses d'Arlet, de Diamant, de François,  
de Saint-Esprit, à l'occasion de « La Foire agricole et artisanale de Rivière-Pilote »  
le samedi 13 et le dimanche 14 avril 2019

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment son article L 512-3 ;

**Vu** la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 modifiée relative aux polices municipales ;

**Vu** le décret du Président de la République du 24 août 2016 portant nomination de Mme Corinne BLANCHOT-PROSPER, Sous-préfète hors-classe, Sous-Préfète de l'arrondissement du Marin ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juin 2017 nommant M. Franck ROBINE, Préfet de la Martinique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-12-15-004 du 15 décembre 2017 donnant délégation à Mme Corinne BLANCHOT-PROSPER, Sous-Préfète de l'arrondissement du Marin ;

**Vu** l'avis en date du 6 septembre 2018 du Maire de Rivière-Pilote ;

**Considérant** la manifestation intitulée « Foire agricole et artisanale de Rivière-Pilote » organisée le samedi 13 avril 2019 et le dimanche 14 avril 2019 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote;

**Considérant** l'afflux important de population et les nombreux exposants sur la commune de Rivière-Pilote en raison de cette manifestation;

**Considérant** la nécessité de mettre en place un dispositif conséquent pour assurer la sécurité de cette manifestation dans les meilleures conditions possibles ;

**Considérant** que la ville de Rivière-Pilote dispose d'un nombre de policiers municipaux ne permettant pas de garantir pour l'occasion tout acte pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;

**Considérant** la demande de M. le Maire de Rivière-Pilote en date du 05 avril 2019 sollicitant dans ce cadre l'autorisation de faire intervenir les policiers municipaux des communes de les Anses d'Arlet, du Diamant, du François, du Saint-Esprit;

**Considérant** l'avis favorable en date du 8 avril 2019 de M. le maire de les Anses d'Arlet,

**Considérant** l'avis favorable en date du 2 avril 2019 de M. le maire du Diamant,

**Considérant** l'avis favorable en date du 25 mars 2019 de M. le maire du François,

**Considérant** l'avis favorable en date du 25 mars 2019 de M. le maire du Saint-Esprit,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : - M. le Maire de la commune de les Anses d'Arlet, mettra à disposition de M. le maire de la commune de Rivière-Pilote, un (1) policier municipal dont le nom suit :

- Mme Jocia LAFORCE, brigadier-chef principale, matricule 6241,

Ce (1) policier municipal interviendra muni de son arme numéro CEK3702 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote le dimanche 14 avril 2019, de 08h00 à 13h 00 durant cette manifestation.

**Article 2 :**

- M. le Maire de la commune du Diamant, mettra à disposition de M. le maire de la commune de Rivière-Pilote, un (1) policier municipal dont le nom suit :

- M. Steeve PERROCHAUD, brigadier-chef principal, matricule 9720600139,  
Ce (1) policier municipal interviendra sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote durant cette manifestation.

**Article 3 :** - M. le Maire de la commune du François mettra à disposition de M. le Maire de la commune de Rivière-Pilote, Trois (3) policiers municipaux dont les noms suivent :

- du brigadier Désirée JEAN-MARIE brigadier, matricule 6310, ce policier municipal interviendra muni de son arme numéro CMJ6400-64-8 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote le samedi 13 avril 2019, durant cette manifestation.

- M. Yann LEVERT, brigadier, matricule 6316 muni de son arme numéro CM6400-64-6 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote le samedi 13 avril 2019, durant cette manifestation.

- M. Pascal BRIANTO, gardien/brigadier, matricule 6317 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote le samedi 13 avril 2019, durant cette manifestation.

**Article 4 :** - M. le Maire de la commune du Saint-Esprit mettra à disposition de M. le Maire de la commune de Rivière-Pilote, deux (2) policiers municipaux dont les noms suivent :

- M. Daniel DESOUS, brigadier-chef principal, matricule 6452 muni de son arme numéro CMX9469 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote le dimanche 14 avril 2019, durant cette manifestation.

- Mme Andrée ADENET-LOUVET, brigadier, matricule 6456 munie de son arme numéro CRZ5191 sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote le dimanche 14 avril 2019, durant cette manifestation.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Rivière-Pilote, les policiers municipaux dûment désignés, seront placés sous l'autorité du Maire de la commune de Rivière-Pilote, conformément aux règles de leur cadre d'emplois. Ils seront encadrés par le responsable du service de police municipale de Rivière-Pilote.

**Article 3 :** La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous \*.

**Article 4 :** La Sous-Préfète du MARIN, le Colonel commandant la gendarmerie de la Martinique, les Maires des communes de Rivière-Pilote, des Anses d'Arlet, du Diamant, du François, du Saint-Esprit, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Le Marin, le

- 9 AVR. 2019

Pour le Préfet  
La Sous-Préfète du MARIN



Corinne BLANCHOT-PROSPER

*\* Dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- un recours gracieux adressé à M. le Préfet de la Martinique, secrétariat général, rue Victor Sévère 97262 Fort-de-France,*
- un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, sous -direction des libertés publique et de la police administrative, 11 rue des Saussaies 75800 paris cedex 08,*
- un recours contentieux adressé auprès du tribunal administratif de Fort-de-France, immeuble Roy Camille, Croix de Bellevue BP 683, 97264 Fort-de-France.*
- Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du deuxième mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).*